



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Budget des dépenses 1999-2000

Rapport sur les plans et les priorités

John Manley
Ministre de l'Industrie

Table des matières

PARTIE I : MESSAGES	2
MESSAGE DU MINISTRE	2
DÉCLARATION DE LA DIRECTION.....	4
PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA	5
A. INTRODUCTION	5
B. MANDAT, RÔLES ET RESPONSABILITÉS	5
C. OBJECTIFS.....	6
D. PARTENAIRES DE STATISTIQUE CANADA ET UTILISATIONS DES DONNÉES.....	7
E. ASSURER LA PERTINENCE ET LE RENDEMENT.....	9
PARTIE III : PLANS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES	13
A. RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX PLANS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES	13
B. PRÉCISIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	18
<i>B.1 Statistique économique et sociale</i>	18
<i>B.2 Statistique du Recensement de la population</i>	33
C. RAPPORTS CONSOLIDÉS	36
<i>An 2000</i>	36
PARTIE IV : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	38
<i>Autorisations de dépenses — Sommaire du portefeuille de l'organisme, Partie II du Budget des dépenses</i>	38
<i>Ressources par organisation et par secteur d'activité pour 1999-2000</i>	39
<i>Équivalents temps plein (ETP) prévus par secteur d'activité</i>	40
<i>Résumé des articles courants de dépenses de l'organisme</i>	41
<i>Recettes par secteur d'activité</i>	43
<i>Recettes à valoir sur le crédit</i>	43
<i>Statistique économique et sociale</i>	43
<i>Coût net du Programme pour l'exercice du Budget des dépenses</i>	44
ANNEXE	45
<i>Mandat législatif</i>	45

PARTIE I : MESSAGES

Message du Ministre

À l'aube du XXI^e siècle et du nouveau millénaire, nous envisageons le Canada comme un pays fort et dynamique, résolu à jouer un rôle de chef de file dans l'économie mondiale du savoir. Le Canada continue à faire face aux défis que représentent la mutation rapide du monde et la nécessité de faire profiter tous les Canadiens et toutes les Canadiennes des avantages de l'économie fondée sur le savoir. Le gouvernement vise à stimuler la croissance économique et à créer des emplois, de manière à accroître les revenus des Canadiens et des Canadiennes et à en améliorer le niveau de vie.

Notre niveau de vie dépend directement de la productivité, et c'est pourquoi le Canada devra se préoccuper principalement d'améliorer cette dernière dans les années à venir. À cet égard, le Portefeuille de l'Industrie aura un rôle déterminant à jouer. En effet, chargé de 42 p. 100 de tous les fonds fédéraux réservés aux sciences et à la technologie et de la majorité des leviers micro-économiques du gouvernement, le Portefeuille est on ne peut mieux placé pour favoriser l'innovation et encourager l'excellence dans la recherche et les partenariats. Les treize membres du Portefeuille réunissent une gamme variée de programmes complémentaires pour aider à accroître la productivité et la compétitivité du Canada, en mettant l'accent sur des priorités stratégiques telles que la promotion de l'innovation par le biais des sciences et de la technologie, l'aide aux petites et moyennes entreprises cherchant à croître, l'encouragement du commerce et de l'investissement et la stimulation de la croissance économique dans les collectivités canadiennes.

Je suis fier de présenter le *Rapport sur les plans et les priorités* de Statistique Canada. Ce rapport expose à l'intention des Canadiens les activités, les priorités et les ressources prévues pour les trois prochaines années. Statistique Canada fournit aux Canadiens de l'information permettant d'éclairer des questions telles que la performance de l'économie canadienne et sa compétitivité; l'économie fondée sur le savoir; la croissance économique et les défis et possibilités à l'échelle mondiale. Pour ce faire, les programmes statistiques — ceux couvrant les sciences et la technologie, l'environnement et le commerce pour ne nommer que ceux-là — sont élargis et améliorés.

Le Portefeuille de l'Industrie est...

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence spatiale canadienne
Banque de développement du Canada*
Commission du droit d'auteur Canada
Conseil canadien des normes*
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Conseil national de recherches Canada
Développement économique Canada pour les régions du Québec
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Industrie Canada
Statistique Canada
Tribunal de la concurrence

* N'est pas tenu de soumettre un rapport sur les plans et les priorités

Le Canada est bien placé pour figurer parmi les chefs de file mondiaux dans l'économie du savoir, au XXI^e siècle. Il possède les atouts nécessaires aux chapitres des ressources humaines, des institutions et de l'excellence dans la recherche. Il sait comment relier les Canadiens non seulement les uns aux autres mais aussi au marché mondial. Et il connaît les défis qui se posent et les possibilités qui s'offrent à lui. En mobilisant ses ressources, le Canada peut être à l'avant-garde de la nouvelle économie. Ensemble, nous pouvons nous assurer un succès continu à l'aube du nouveau millénaire.

L'honorable John Manley

Déclaration de la Direction

Rapport sur les plans et les priorités de 1999-2000 à 2001-2002

Je sou mets, en vue de son dépôt au Parlement, le Rapport sur les plans et les priorités de 1999-2000 de **Statistique Canada**.

À ma connaissance, les renseignements qu'il contient :

- décrivent fidèlement les mandat, plans, priorités, stratégies et principaux résultats escomptés de l'organisme;
- sont conformes aux principes de divulgation de l'information énoncés dans les *Lignes directrices pour la préparation du Rapport sur les plans et les priorités*;
- sont complets et exacts;
- sont fondés sur de bons systèmes ministériels sous-jacents d'information et de gestion.

Je suis satisfait des méthodes et des procédures de contrôle de la qualité qui ont été utilisées pour produire ce rapport.

Les ministres du Conseil du Trésor ont approuvé la *Structure de planification, de rapport et de responsabilisation (SPRR)* sur laquelle s'appuie le présent document. Elle sert de fondement à la reddition de comptes sur les résultats obtenus au moyen des ressources et des pouvoirs accordés.

Nom : _____

Date : _____

PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA

A. Introduction

Nombreux sont les moyens d'évaluer l'état d'une nation et de son peuple. Pour y parvenir, on doit absolument disposer d'information sur les dimensions nombreuses et variées de l'État-nation moderne, comme de l'information sur sa population, son économie, ses ressources ainsi que sur sa vie sociale et culturelle. En vertu de la Constitution canadienne, les statistiques sont de compétence fédérale. Au sein du gouvernement fédéral, Statistique Canada est l'organisme central chargé par la loi de produire de telles données.

Pour brosser un portrait complet du Canada, il faut intégrer une gamme complexe de données. Par exemple, afin de comprendre un phénomène tel l'état de santé des Canadiens, on a besoin d'information non seulement sur la prévalence des maladies et sur leurs précurseurs, mais aussi sur les caractéristiques socioéconomiques de la population et les caractéristiques du système de santé. Statistique Canada s'efforce de fournir une information actuelle et pertinente sur les questions qui intéressent les Canadiens.

Pour recueillir l'information, Statistique Canada doit travailler en collaboration avec tous les Canadiens. Ces derniers contribuent à ce partenariat et en bénéficient. L'organisme recueille d'abord l'information dans le cadre d'enquêtes et en consultant des documents administratifs. Puis, après l'avoir dépouillée et analysée, il la communique par le biais d'une vaste gamme de produits d'information.

B. Mandat, rôles et responsabilités

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. Cette activité revêt une importance fondamentale pour une démocratie ouverte sur le monde du fait qu'elle fournit à la population canadienne et à ses élus de l'information objective sur l'évolution de la société et de l'économie. Les entreprises, les syndicats et les organismes à but non lucratif se servent aussi de l'information recueillie par l'organisme pour prendre des décisions mieux éclairées.

Statistique Canada a aussi le mandat de diriger l'appareil statistique du pays et de coordonner ses activités. Son rôle de chef de file est indissociable de ses attributions en matière de diffusion de l'information et il contribue à les renforcer, d'où les résultats suivants :

- l'amélioration de la qualité des données grâce à l'utilisation de notions et de classifications communes;

- l'élimination du chevauchement des collectes statistiques et de l'inefficacité grâce à la collaboration fédérale-provinciale;
- l'allègement du fardeau de réponse grâce à l'utilisation de documents administratifs plutôt que d'enquêtes;
- l'élaboration de méthodes et de systèmes statistiques plus efficaces grâce à des études et à des projets de recherche conjoints.

Au cours des dernières années, on a utilisé de façon croissante les données de l'organisme à des fins législatives et de réglementation. Elles ont ainsi servi à la distribution des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*); au partage des recettes fiscales fédérales-provinciales (*Taxe de vente harmonisée*); à l'indexation des prestations aux bénéficiaires et des crédits d'impôts du gouvernement fédéral (*Loi de l'impôt sur le revenu*); à l'établissement des domaines d'admissibilité aux prestations supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*); à la répartition des sièges parlementaires entre les provinces et à la délimitation des circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*); à la désignation de régions fédérales où il y a prestation de services bilingues (*Lois sur les langues officielles*) et à l'évaluation de la fréquence des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*). Statistique Canada, en vertu d'autres lois fédérales, doit également fournir des données à des fins particulières. (L'annexe 1 dresse la liste complète des lois se rapportant au mandat législatif confié à Statistique Canada.)

C. Objectifs

Les deux principaux objectifs de Statistique Canada découlent de son mandat :

- Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé, et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens.
- Promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité des statistiques canadiennes en collaborant avec les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques scientifiques éprouvées.

Statistique Canada — Plan de dépenses

(en millions de dollars)	Prévision des dépenses 1998-1999 ¹	Dépenses prévues 1999-2000	Dépenses prévues 2000-2001	Dépenses prévues 2001-2002
Dépenses brutes du Programme :				
Statistique économique et sociale	362,2	333,5	334,9	347,7
Statistique du Recensement de la population	58,1	51,3	108,5	197,3
	420,3	384,8	443,4	545,0
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	74,0	74,0	69,2	69,2
Dépenses nettes	346,3	310,8	374,2	475,8
Moins : Recettes portées au Trésor	1,0	0,8	0,8	0,8
Plus : Coût des services fournis par d'autres ministères	36,3	35,6	36,5	37,1
Coût net pour l'organisme	381,6	345,6	409,9	512,1

1. Ce montant reflète les prévisions les plus justes du total des dépenses à la fin de l'exercice courant.

D. Partenaires de Statistique Canada et utilisations des données

Partenaires : Dans ses opérations et ses priorités, Statistique Canada doit tenir compte d'une très vaste gamme de groupes d'intérêt — les grands utilisateurs fédéraux et provinciaux, une multitude d'autres utilisateurs, les répondants et d'autres organismes dont les données administratives constituent une source importante de renseignements. Les principaux partenaires de l'organisme sont les suivants :

- **Le public et les médias :** C'est surtout par l'intermédiaire des médias que sont communiqués au public les renseignements de base sur la société canadienne — croissance économique, emploi, inflation, balance des paiements, population, revenu des familles, santé, éducation, justice et divers autres sujets.
- **L'administration publique :** La plupart des ministères et organismes fédéraux sont de grands utilisateurs des données de Statistique Canada et plusieurs sont également d'importants fournisseurs de données administratives. Des ententes bilatérales complexes existent afin d'assurer le bon échange de renseignements. Les administrations provinciales et territoriales, tout comme l'administration fédérale, comptent beaucoup sur les données de Statistique Canada pour toute la gamme des domaines couverts par l'organisme; elles sont aussi d'importants fournisseurs de données sur la santé, l'éducation et la justice.

- **Les entreprises et les syndicats :** Les entreprises et les syndicats sont à la fois d'importants fournisseurs de données et d'importants utilisateurs des renseignements de l'organisme. Le fardeau imposé au monde des affaires, soit celui de répondre aux enquêtes, continue d'être un facteur important dans la conception des programmes statistiques. L'organisme se sert d'une multitude de canaux de communication pour rejoindre ce secteur, notamment en collaborant étroitement avec les petites entreprises.
- **Le secteur universitaire :** Le secteur universitaire constitue un important utilisateur des données de Statistique Canada. Il s'en sert tant à des fins de recherche que d'enseignement. Une partie importante des conseils que reçoit l'organisme provient de ce secteur.
- **Les organismes étrangers et internationaux :** Statistique Canada entretient des relations étroites avec des organismes internationaux, scientifiques et intergouvernementaux dans le but d'échanger du savoir-faire professionnel et de promouvoir l'application de notions, de normes et de pratiques communes. Du fait de l'adhésion du Canada à des organisations internationales, comme les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, les produits du Programme doivent répondre à des normes internationales de sorte que les données canadiennes puissent continuer à être comparées avec celles d'autres pays.
- **Les autres groupes de clients :** Il faut tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs des données de Statistique Canada, comme les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêt.

Utilisations : La pertinence des renseignements statistiques que l'organisme fournit à ses partenaires ressort des utilisations suivantes qui en sont faites. Ainsi, on les utilise pour :

- **analyser** le rendement économique;
- **élaborer** les politiques budgétaire et monétaire et la politique de change;
- **orienter** les négociations tarifaires et commerciales internationales;
- **élaborer** des politiques et des programmes d'aide aux petites entreprises;
- **contribuer** à l'élaboration des politiques et évaluer les programmes gouvernementaux de bien-être économique et social;
- **améliorer** l'affectation des fonds destinés aux programmes gouvernementaux en déterminant leurs effets économiques et sociaux;
- **appuyer** la réglementation et les prescriptions législatives du gouvernement;
- **délimiter** les circonscriptions électorales;
- **déterminer** les paiements de péréquation et les autres transferts budgétaires fédéraux-provinciaux;
- **rajuster** les contrats et les droits en fonction de l'inflation;

- **élaborer** des programmes visant à promouvoir la compétitivité intérieure et internationale;
- **appuyer** des programmes et des politiques en matière d'immigration;
- **appuyer** les stratégies et programmes de tourisme;
- **évaluer** la rentabilité des programmes de soins de santé et d'éducation;
- **déterminer** l'efficacité du système juridique.

E. Assurer la pertinence et le rendement

E.1 Pertinence

La structure du Programme de Statistique Canada lui a de tout temps permis de fournir de l'information sur la macroéconomie, la microéconomie et la structure sociodémographique du Canada. Elle a aussi fourni des renseignements statistiques sur les établissements et les programmes publics. Ces données n'ont rien perdu de leur pertinence. Cependant, la nouvelle conjoncture engendre une demande de nouveaux types de données. L'un des principaux objectifs de l'organisme consiste à assurer la pertinence du Programme de Statistique Canada en répondant à de tels besoins en information.

Statistique Canada compte sur un grand nombre de mécanismes permanents qui contribuent à l'évaluation du Programme global de l'organisme. En raison de la nature de ces mécanismes et de la portée de leur examen, les conseils dont Statistique Canada bénéficie finissent par toucher pratiquement tous ses programmes. Les mécanismes suivants fournissent conseils et rétroaction à l'organisme.

Conseil national de la statistique

Le Conseil national de la statistique conseille le statisticien en chef du Canada sur toutes les activités de Statistique Canada, en particulier sur les priorités du Programme dans son ensemble.

Comités consultatifs professionnels

Dans les grands domaines statistiques, un réseau de comités consultatifs professionnels examine constamment les produits statistiques de l'organisme et l'aide à fixer ses priorités et à accroître la pertinence de ses programmes.

***S'assurer de la
pertinence
au moyen de la
consultation***

Relations bilatérales avec des ministères fédéraux importants

Statistique Canada entretient des relations bilatérales constantes et étroites avec des ministères et des organismes fédéraux importants, dont les ministères de l'Industrie, de la Santé, du Développement des ressources humaines, de l'Environnement, de l'Agriculture, des Transports, du Patrimoine, de la Citoyenneté et de l'Immigration, de la Justice, ainsi qu'avec Revenu Canada (Impôt et Douanes), l'Office des transports du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Grâce à ces relations

bilatérales, l'organisme peut mieux cerner les besoins de chacun des ministères et leurs priorités en matière d'information.

Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)

Ce conseil et ses sous-comités forment un réseau composé de 12 représentants officiels des provinces et des territoires qui, de concert avec Statistique Canada, s'emploient à cerner les besoins en matière de données, à échanger sur les activités statistiques en cours et à coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales.

Enfin, il y a trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice qui méritent d'être signalées :

Santé : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du Conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des hauts représentants des administrations fédérale et provinciales ainsi que du secteur privé, incluant le statisticien en chef du Canada.

Éducation : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada. Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

Justice : Le Conseil de l'information juridique, composé des sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes de justice et du statisticien en chef, conseille ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Outre ces mécanismes de consultation, Statistique Canada procède à des examens spéciaux de ses programmes (notamment en réunissant des groupes de discussion ou en tenant des consultations spéciales dans le cadre du réaménagement de ses programmes) pour assurer la pertinence de ses produits et mieux cerner les besoins de ses clients.

E.2 Rendement

Statistique Canada maintient depuis plusieurs années un système de suivi du rendement de ses programmes. À cette fin, l'organisme analyse systématiquement l'orientation de ses programmes, leurs points forts et leurs points faibles; il met en lumière les nouvelles questions de gestion et repère les menaces et les possibilités qui se présentent.

***Systèmes de
suivi et de
rapport
améliorés***

Suivi du rendement

Le programme de suivi du rendement de l'organisme s'accomplit par l'intermédiaire de plusieurs mécanismes officiels complémentaires.

- Un nouveau processus intégré de rapports de programmes, qui doit être lancé en 1999-2000, réunit un certain nombre de sources de renseignements aux fins de l'évaluation. Ce processus est fondé sur trois éléments :
 - le *Rapport annuel consolidé*, qui comprendra des renseignements détaillés sur le rendement de chaque programme;
 - les rapports de programmes biennaux, qui permettront d'assurer l'évaluation stratégique de chaque programme;
 - l'examen des programmes, grâce auquel chaque programme de l'organisme sera soumis à l'examen du Comité de la planification intégrée selon un cycle de quatre ans. Ce processus d'examen comprendra en outre la rétroaction des comités consultatifs chargés des divers programmes, celle des clients principaux ainsi que celle des comités de gestion interne.

- Un processus de planification hautement structuré et transparent permet à l'organisme de réévaluer et de mettre à jour annuellement ses stratégies et les plans pluriannuels de ses programmes et de réajuster les fonds alloués à chacun des programmes pour les années à venir en fonction de l'évolution des priorités.

- Les rapports présentés à la haute direction dans chaque cycle de planification à long terme décrivent les progrès accomplis relativement aux propositions approuvées au cours de l'exercice antérieur de même qu'en fonction des grandes initiatives pluriannuelles et des questions de portée générale.

- Les vérifications internes servent à produire des rapports périodiques sur l'observation de politiques externes et internes de même que sur des questions de gestion de la plus haute importance.

- Les examens financiers périodiques des dépenses, des recettes et des engagements font partie intégrante du processus de gestion financière de l'organisme.

- Les rapports annuels présentés au Secrétariat du Conseil du Trésor fournissent de l'information sur les programmes de ressources humaines, particulièrement en ce qui concerne l'équité en matière d'emploi et les langues officielles.

- L'organisme reconnaît depuis longtemps que non seulement la pertinence de ses programmes, mais aussi l'actualité, l'exactitude et la comparabilité de son information doivent faire l'objet d'un étroit suivi. Par l'évaluation, sous l'angle du rendement, de ces trois aspects et d'autres éléments comme le fardeau imposé aux répondants, l'accessibilité des renseignements aux utilisateurs, le rapport coût-efficacité des programmes ainsi que le perfectionnement et la gestion des ressources humaines, l'organisme peut savoir dans quelle mesure ses stratégies et

ses activités contribuent à la réalisation de ses principaux objectifs. Les résultats de ces mesures sont présentés en détail dans le *Rapport sur le rendement* de l'organisme (le *Rapport sur le rendement* de 1997-1998 a été déposé en octobre 1998).

- Par suite de l'expérience que Statistique Canada a gagnée en produisant son *Rapport sur le rendement*, le Conseil du Trésor a approuvé la *Structure de planification, de rapport et de responsabilisation* de l'organisme, qui vise à accroître la capacité de Statistique Canada de suivre les progrès réalisés à l'égard des objectifs de programmes et d'en rendre compte.

Ensemble, ces mécanismes procurent à la direction une vision de l'évolution des exigences imposées à l'organisme ainsi qu'une évaluation complète de la pertinence de son Programme et de son organisation à la lumière des nouvelles exigences.

PARTIE III : PLANS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES

A. Résumé des principaux plans, priorités et stratégies

A.1 But

Statistique Canada est au cœur d'un appareil intégré et efficace qui s'efforce de livrer un produit important : des renseignements statistiques pertinents et approfondis.

Que ce soit pour la formulation des politiques gouvernementales, des décisions commerciales ou de celles que doivent prendre chacun des citoyens canadiens, Statistique Canada doit fournir une information qui soit pertinente en ne se contentant pas seulement de la recueillir, mais en contribuant aussi à éclairer les grandes questions auxquelles les Canadiens doivent faire face.

L'OBJECTIF :

éclairer les grandes questions auxquelles le Canada doit faire face

Le présent rapport décrit les stratégies et les initiatives que Statistique Canada mettra en œuvre au cours des prochaines années afin de continuer à offrir de l'information de qualité dont les Canadiens ont besoin et qu'ils sont en droit d'attendre.

A.2 Défis

Pour atteindre ses objectifs, soit fournir des renseignements et des analyses statistiques et promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité des renseignements statistiques au Canada (voir les objectifs à la section II-C), l'organisme doit tenir compte de nombreuses exigences, souvent incompatibles, et établir un juste équilibre avant de fixer les priorités de ses programmes statistiques. Les conditions suivantes influent sur l'établissement de ces priorités :

- **servir** l'intérêt public et fournir de l'information pour appuyer la démocratie;
- **tenir** les données exigées par la loi;
- **élaborer** et **tenir** d'autres importantes séries statistiques qui sont essentielles à l'élaboration et au suivi des politiques gouvernementales;
- **améliorer** l'efficacité du secteur privé;
- **maintenir** les relations de coopération avec les provinces dans les secteurs de compétence partagée entre le gouvernement fédéral et les provinces;

- **satisfaire** la demande pour de nouveaux renseignements statistiques tout en gérant les effets de compressions budgétaires sur le stock actuel de renseignements;
- **maintenir** un juste équilibre entre les besoins des Canadiens en matière de nouvelles statistiques et la protection de la vie privée.

C'est ainsi que les priorités des programmes de Statistique Canada pour la période visée par le plan seront les suivantes :

- **produire** une information qui soit non seulement pertinente et objective, mais aussi exhaustive, actuelle, cohérente, exacte et comparable à l'échelle nationale et internationale;
- **améliorer** le rapport coût-efficacité des activités en réduisant les coûts de la collecte des renseignements statistiques exigés et en allégeant et en contrôlant le fardeau des répondants;
- **maintenir** une infrastructure technique de pointe essentielle à la production de renseignements au meilleur coût;
- **maintenir** un effectif de professionnels très compétents, motivés et qualifiés, ce qui est essentiel pour offrir des produits et des services innovateurs et de haute qualité;
- **améliorer** l'accessibilité aux produits et services statistiques et faciliter leur utilisation;
- **maintenir** des normes de service élevées auprès des clients et des fournisseurs de renseignements;
- **entretenir** de bonnes relations avec les provinces et les territoires, ainsi qu'avec des organismes scientifiques et intergouvernementaux internationaux.

A.3 Principaux résultats

Même si le Programme de Statistique Canada comporte deux secteurs d'activité, la raison d'être fondamentale de l'organisme est la production d'information de nature statistique. L'efficacité de Statistique Canada repose sur sa crédibilité, la pertinence de son information, la qualité et l'accessibilité de ses produits, le respect de normes professionnelles élevées et le contrôle du fardeau des répondants aux enquêtes.

L'organisme entend atteindre les principaux résultats énoncés ci-après pour ses deux secteurs d'activité.

Information à fournir aux Canadiens :	Activités qui en témoignent :
<p>Des statistiques objectives et non partisans permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadiennes qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions; • sensibles aux problèmes nouveaux; • de grande qualité. <p>Et qui permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • répondre aux exigences légales; • renseigner les Canadiens sur les problèmes économiques et sociaux courants et émergents; • maintenir une infrastructure nationale d'information statistique. 	<p>Pertinence du Programme : Utilisation de statistiques pour formuler les politiques et prendre des décisions. Production de nouvelles données statistiques dans les domaines requis pour élaborer des politiques et prendre des décisions. Production de renseignements qui permettent de comprendre plus facilement les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada. Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p>Qualité de l'information : Diffusion en temps opportun de renseignements statistiques de grande qualité. Révisions peu nombreuses et peu importantes des principaux indicateurs. Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues. Production de descripteurs de la qualité et de notes techniques.</p> <p>Maintien d'une infrastructure nationale de renseignements statistiques : Contrôle du fardeau des répondants. Utilisation maximale des données administratives. Utilisation de méthodes et technologies modernes. Emploi de personnel qui est compétent et qui réagit bien.</p>

A.4 Priorités du Programme

Statistique Canada s'est donné un certain nombre de priorités pour relever ses défis au cours de la période visée par le plan. Le tableau ci-après est un résumé des priorités du Programme de l'organisme.

Statistique Canada

Information à offrir aux Canadiens :	Activités qui en témoignent :
Information visant à faciliter l'harmonisation de la taxe de vente fédérale-provinciale	Élaboration d'un système intégré et fiable de comptes économiques provinciaux
Information nécessaire pour relever les défis stratégiques dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Performance et compétitivité de l'économie canadienne • Économie fondée sur le savoir • Croissance économique • Cohésion sociale • Développement des ressources humaines • Défis et possibilités à l'échelle mondiale 	Élaboration de nouveaux renseignements statistiques et analytiques ou amélioration des renseignements actuels dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Sciences et technologie • Environnement • Dynamique du marché du travail • Agriculture • Accès à la technologie et utilisation de celle-ci par les Canadiens • Justice • Immigration • Éducation • Commerce
Information démographique sur le Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse et publication d'autres résultats du Recensement de 1996 • Planification, consultation et préparation en vue du Recensement de 2001

A.5 Principales stratégies

Les plans des programmes spécifiques qui permettront à l'organisme de relever ses défis au cours de la période visée par le plan s'inspirent de quatre grandes stratégies :

- **tirer le meilleur parti des renseignements existants** déjà recueillis par Statistique Canada, par d'autres ministères et organismes, de même que par les répondants dans le secteur privé, par les moyens suivants :
 - une analyse plus pointue pour ajouter de la valeur aux données, de sorte qu'elles puissent être utilisées et comprises plus facilement et, par conséquent, être utiles à beaucoup plus de clients;
 - une harmonisation et une intégration plus poussées des données provenant de diverses sources pour favoriser une meilleure compréhension des grandes questions, comme la compétitivité de l'industrie canadienne;
 - l'élaboration de meilleurs outils de gestion de l'information, de sorte que les clients et les analystes internes puissent mieux repérer et prélever les renseignements disponibles;
- **tirer le meilleur parti des ressources existantes** en améliorant l'efficacité des opérations et en conservant une main d'œuvre très compétente et motivée;
- **tirer le meilleur parti des ressources externes** en établissant des partenariats avec les clients pour financer la collecte des renseignements statistiques nécessaires et recouvrer les coûts des produits et services offerts aux clients pour utilisation exclusive;
- **maintenir** une infrastructure professionnelle et technique de premier ordre, ce qui est essentiel au succès des trois premières stratégies. Pour que l'organisme continue d'être à la hauteur de sa réputation en ce qui a trait à l'amélioration constante de sa productivité, tant pour les enquêtes que pour son administration, il doit préciser ses domaines de recherche et parfaire ses méthodes, ses systèmes et ses compétences.

B. Précisions par secteur d'activité

B.1 Statistique économique et sociale

Dépenses prévues nettes — Statistique économique et sociale

(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Dépenses brutes	362,2	333,5	334,9	347,7
Recettes nettes en vertu d'un crédit	58,8	58,5	55,9	55,9
Dépenses nettes	303,4	275,0	279,0	291,8

Objectifs

Ce secteur d'activité comporte deux volets :

- fournir des renseignements et des analyses statistiques ayant trait à la mesure de la performance économique du Canada à l'échelle nationale et à l'échelle internationale;
- fournir des renseignements statistiques sur le bien-être social, économique et physique des particuliers et des familles, ainsi que sur les systèmes publics et les établissements qui leur fournissent des services.

Facteurs extérieurs influant sur le secteur d'activité

Besoins changeants en information : Le secteur de la statistique économique et sociale doit satisfaire les intérêts divers de ses nombreuses parties intéressées. Il a été conçu il y a plusieurs décennies pour porter attention aux indicateurs macroéconomiques et socioéconomiques, ainsi qu'aux dépenses des programmes sociaux. Même si ces éléments sont tout aussi importants aujourd'hui, de nouveaux besoins de renseignements se présentent constamment. Les nouveaux accords fiscaux fédéraux-provinciaux, les facteurs influant sur le rendement économique dans la nouvelle économie fondée sur le savoir, la croissance économique, les facteurs microéconomiques influant sur la

compétitivité, la cohésion sociale, le développement des ressources humaines, les défis et possibilités à l'échelle mondiale et les résultats des programmes sociaux, voilà seulement quelques-uns des domaines qui nécessitent plus de renseignements et d'analyse pour aider les décideurs tant du secteur public que du secteur privé à comprendre les enjeux qui se présentent à eux.

Description

Ce secteur d'activité procure des mesures de la situation actuelle de l'économie canadienne, du point de vue de la performance et de la structure. Ce secteur d'activité produit également des données sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, sur les grands facteurs qui influent sur leur bien-être, de même que sur les installations, les organismes, les établissements et les branches d'activité qui influent sur les Canadiens. Ce sont les activités des deux secteurs de service formant ce secteur d'activité — la statistique économique et la statistique sociale — qui en tracent le portrait le plus fidèle.

Secteur de service de la statistique économique

Ce secteur de service fournit des renseignements et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système de comptabilité nationale du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements qui servent à étayer la formulation et le rajustement des politiques budgétaires et monétaires, des politiques économiques industrielles et internationales, de même que des politiques sur les ressources humaines. Le Système de comptabilité nationale sert aussi de cadre de comparaison de séries statistiques données pour en mesurer la fiabilité, ainsi que d'outil d'analyse permettant de déceler des changements dans l'importance économique de divers secteurs.

*Mesurer
la performance
de l'économie
canadienne*

Une autre composante de ce secteur d'activité porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme dans l'économie canadienne. Il fournit notamment des mesures des éléments suivants : la valeur de la production, les structures de coûts, les produits fabriqués et consommés, les flux et les stocks de capital fixe utilisés dans l'économie, le degré d'utilisation de la capacité, les prévisions des dépenses annuelles en capital des entreprises et des administrations publiques, ainsi que la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

Le secteur procure également des renseignements sur le volume et sur l'incidence financière des voyages internationaux à destination ou en partance du Canada, sur la mesure de la fluctuation des prix de détail, sur les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérale et provinciales, ainsi que sur la recherche et le

développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie.

Secteur de service de la statistique sociale

<p><i>Renseignements sur les Canadiens et les systèmes subventionnés pour répondre à leurs besoins</i></p>	<p>La première composante de ce secteur de services fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Statistique Canada mesure les revenus et les dépenses des ménages, l'emploi et le chômage, les coûts et les avantages qui leur sont associés, le revenu du travail et les facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre; l'organisme recueille aussi des renseignements sur des sujets relatifs à la politique sociale.</p>
---	--

La deuxième composante de ce secteur fournit de l'information portant sur les installations, les organismes et les systèmes subventionnés par l'État pour répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens. Il englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les établissements et les industries culturelles. Les renseignements portent sur la nature et l'étendue de leurs services et activités, ainsi que sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ces services sont offerts. L'organisme doit aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et illustrer de quelle façon les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice ont une incidence sur les Canadiens.

Principaux plans et stratégies

Ci-après figure un aperçu des grandes initiatives à entreprendre dans les trois prochaines années.

1. Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)

Statistique Canada a lancé en 1996-1997 un vaste et important projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales. Le budget permanent autorisé en 1998-1999 a atteint 42,9 millions de dollars par année.

Le projet est l'aboutissement de pourparlers tenus en 1996 entre les gouvernements du Canada, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et du Labrador, et de la Nouvelle-Écosse sur l'harmonisation de la taxe de vente, à la suite desquels on a décidé d'utiliser une formule d'attribution des recettes fondées sur des statistiques globales. Cette dernière a été adoptée plutôt qu'une formule exigeant le suivi de chaque opération commerciale comportant le paiement ou le remboursement de la taxe de vente, afin de minimiser le fardeau sur l'entreprise. On s'est toutefois rendu compte que, pour que cette méthode d'attribution des recettes soit utilisée, il fallait de beaucoup améliorer la qualité des statistiques économiques provinciales. Par conséquent, Statistique Canada est en voie de consolider ses statistiques économiques provinciales.

*De meilleures
statistiques
économiques
provinciales pour
l'harmonisation de
la taxe de vente*

Objectifs du Projet pour l'amélioration des statistiques économiques provinciales

De façon générale, l'objectif est l'amélioration de la qualité des statistiques économiques provinciales au Canada. Il a donc fallu élaborer un système rigoureusement intégré et fiable de comptes économiques provinciaux centrés sur les comptes d'entrée-sortie interprovinciaux et sur les comptes de recettes et de dépenses, les deux préparés annuellement.

La structure de l'économie canadienne est complexe et fortement intégrée. Les grandes entreprises, qui représentent plus de la moitié de la production totale du secteur des entreprises du Canada, sont actives dans de nombreuses provinces, leur production et leurs opérations de vente franchissant souvent les frontières provinciales et territoriales. Les petites entreprises participent également au commerce interprovincial. Pour cette raison, il serait impossible de confiner les améliorations aux trois provinces touchées. Le projet doit donc avoir une ampleur qui tienne compte de la production et des ventes dans toutes les provinces dans la mesure où ces éléments touchent la taxe de vente harmonisée (TVH) dans les trois provinces signataires.

Résultats attendus

De 1997 à 1999, les extraits associés à ces améliorations seront utilisés par les fonctionnaires des ministères des Finances aux échelons fédéral et provincial pour la préparation des prévisions provisoires et intérimaires des parts de recettes de la TVH. Dans la quatrième année, soit en 2000, les extraits statistiques seront à ce point complets qu'on pourra les utiliser pour produire des comptes d'entrée-sortie et des comptes économiques provinciaux annuels pour les provinces et les territoires. Ces comptes seront ensuite utilisés par les ministères des Finances aux échelons fédéral et provincial pour le calcul des parts de recettes définitives.

Outre leur rôle dans la formule d'attribution des recettes de la TVH, les nouvelles données produites dans le cadre de cette initiative seront utiles pour une vaste gamme d'autres applications, allant des ententes de transfert intergouvernementales et de la formulation des politiques de développement régional jusqu'à l'investissement par les entreprises, le marketing et l'analyse des coûts.

2. Programme de recherche par enquêtes en réponse aux besoins en information en vue de relever les défis en matière de politiques

En réponse aux questions de politique définies par les ministères fédéraux, Statistique Canada cherchera principalement, au cours de l'année qui vient, à consolider et à élaborer, en collaboration avec d'autres ministères, un programme de recherche par enquêtes pour répondre aux besoins en information exprimés dans les domaines suivants : ***économie fondée sur le savoir, croissance économique, cohésion sociale, développement des ressources humaines, défis et possibilités à l'échelle mondiale.***

Économie fondée sur le savoir

Croissance économique

Cohésion sociale

Développement des ressources humaines

Défis et possibilités à l'échelle mondiale

Une fois que le Conseil du Trésor aura approuvé le programme à être mis de l'avant, on cherchera à obtenir, en 1999-2000, les autorisations de dépenses du Parlement qui s'appliqueront.

Activités à l'appui des besoins en information liés à l'économie et à la société fondées sur le savoir

- **Enquête sur le lieu de travail et les employés**
Afin de créer des conditions optimales de croissance dans l'économie fondée sur le savoir, les administrations publiques doivent examiner, et parfois même remanier, les politiques touchant l'éducation, la formation, l'innovation, l'adaptation de la main-d'œuvre, les pratiques en milieu de travail, les relations industrielles et le développement de l'industrie. L'Enquête sur le lieu de travail et les employés (ELTE) vise à jeter de la lumière sur une vaste gamme d'enjeux actuels liés au monde du travail moderne et aux rapports qui existent entre les employeurs et les employés. Les résultats de l'ELTE aideront à clarifier de nombreuses questions et contribueront par conséquent à l'élaboration de politiques.
- **Accès et participation des citoyens aux technologies des communications**
L'objectif de ce projet est de déterminer dans quelle mesure les Canadiens ont accès à ces technologies, à quelle fréquence celles-ci sont utilisées et le but visé

par cette utilisation. L'enquête permettra de recueillir des renseignements sur les aspects suivants :

- l'équipement et les services de communications auxquels les gens ont actuellement accès;
- l'utilisation qui est faite de cet équipement et de ces services;
- le temps consacré à ces activités;
- les caractéristiques démographiques des utilisateurs et des non-utilisateurs;
- les facteurs qui influent sur la décision que prennent certaines personnes de ne pas utiliser cet équipement ou ces services;
- l'historique et les modalités de l'accès aux ordinateurs;
- les répercussions de la technologie sur la vie des gens;
- la pertinence du contenu canadien des services en direct.

- Indice de la rémunération totale du travail

Le but visé par ce projet est de mettre au point un nouvel indice du coût de la main-d'œuvre. Celui-ci aidera les décideurs à évaluer les progrès actuels sur les marchés du travail — un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique de stabilisation. La nouvelle série de données permettra en outre d'effectuer de nouvelles recherches ou des recherches améliorées sur des sujets comme :

- le rôle que jouent les pressions exercées par le coût de la main-d'œuvre dans le processus d'inflation et le cycle économique;
- l'adaptation de marchés du travail particuliers aux changements touchant la demande et l'offre de main-d'œuvre;
- le rôle que jouent les avantages non salariaux et la rémunération « selon le risque » dans la rémunération totale et la promotion de la souplesse de la rémunération;
- les liens entre la souplesse de la rémunération et l'adaptation de la main-d'œuvre.

Activités à l'appui des besoins en information liés à la croissance économique

- ***Projet de remaniement des sciences et de la technologie : système d'information pour les sciences et la technologie***

Les activités relatives aux sciences et à la technologie sont cruciales pour la création d'emplois et la croissance économique, pour l'amélioration de la qualité de vie et pour l'avancement de la connaissance. Même si le bon usage des sciences et de la technologie est essentiel au bien-être des personnes et de la société, bon nombre de questions à ce sujet ne trouvaient pas de réponse avec les données statistiques disponibles il y a quelques années.

***Un système
d'information
pour les sciences
et la
technologie***

Objectifs

Le projet d'élaboration d'un système d'information pour les sciences et la technologie a été lancé, il y a trois ans, pour chercher à combler les lacunes en matière de renseignements dans ce domaine. Il s'agit d'un moyen de fournir des renseignements, sous une forme intégrée, sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement de base des sciences et de la technologie (notamment la recherche, le développement et l'innovation) dans tous les secteurs de l'économie; les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique; et la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir.

Résultats attendus

Le projet vise à définir trois ensembles de mesures regroupées sous les rubriques des sciences et de la technologie, de l'innovation, ainsi que de la diffusion et des crédits. Ces mesures serviront à brosser un tableau cohérent de l'innovation au Canada et de sa relation avec l'économie fondée sur le savoir.

Conséquence de cette initiative, les enquêtes existantes ont été améliorées, de nouvelles enquêtes ont été menées et un nouveau travail analytique a été entrepris. Les activités ont surtout porté sur :

- la recherche et le développement industriels;
- l'activité fédérale dans les domaines des sciences et de la technologie;
- l'innovation;
- la diffusion de la technologie — la biotechnologie;
- la diffusion de la technologie — la technologie avancée de fabrication;
- les flux de connaissances;
- la performance économique.

Jusqu'à maintenant, ces activités ont permis de recueillir de nouveaux renseignements sur la recherche et le développement industriels en biotechnologie, comme les dépenses fédérales touchant la biotechnologie (tant les activités de recherche et développement que les activités scientifiques connexes), l'utilisation actuelle de la biotechnologie et l'utilisation qu'on prévoit faire de celle-ci ainsi que les caractéristiques des entreprises dont la biotechnologie constitue l'activité principale. Un rapport a été publié au sujet de la gestion de la propriété intellectuelle par les laboratoires fédéraux ainsi que des nouveaux renseignements sur la commercialisation de la propriété intellectuelle par les universités.

- Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »
Ce projet, parrainé par Industrie Canada et Patrimoine Canada, permettra de recueillir des données sur le niveau de « connectivité » au Canada ainsi que sur les facteurs qui influencent la capacité du pays d'atteindre son objectif de rendre l'infrastructure du savoir accessible à tous les Canadiens. Ces données serviront en outre à déterminer l'utilisation réelle que font ou prévoient faire les ménages et d'autres secteurs de l'économie des technologies de l'information et des communications.

- ***Programme de la statistique de l'environnement***
Les comptes et les indicateurs environnementaux fournissent un aperçu du niveau de bien-être global de la société, de l'économie et de l'environnement, aperçu qui est essentiel à l'examen du développement durable. Cet aperçu a de larges retombées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement fédéral. Un système de comptes des ressources et de l'environnement est venu s'ajouter au système actuel de comptabilité nationale afin de permettre l'analyse des répercussions de l'économie sur l'environnement et vice versa. Un ensemble de 10 indicateurs a été extrait de ces comptes en vue de fournir des données sommaires connexes sur des variables environnementales et économiques particulières. Il s'agit notamment de l'évolution du patrimoine naturel au Canada, de l'étendue de la base de ressources naturelles du pays et du niveau d'exploitation de cette base, de l'utilisation des ressources et de la production de gaz à effet de serre par unité d'achat des ménages, ainsi que des dépenses consacrées à la protection de l'environnement par les entreprises et les administrations publiques. Les objectifs du programme sont les suivants :
 - fournir aux administrations publiques, aux entreprises et au grand public des données environnementales crédibles, exhaustives, cohérentes et opportunes pleinement compatibles avec les statistiques économiques et sociales;
 - contribuer à l'évaluation intégrée de la performance sociale, économique et environnementale du pays, particulièrement du point de vue du développement durable;
 - aider à l'évaluation des outils d'intervention conçus pour atteindre les objectifs de développement durable;
 - contribuer à améliorer la connaissance au Canada des liens entre la société, l'économie et l'environnement afin de mieux comprendre les rapports entre la qualité de l'environnement et la santé humaine;
 - rassembler des données environnementales comparables à celles d'autres pays et maintenir le rôle de premier plan de Statistique Canada au chapitre de la définition de normes internationales s'appliquant à ce genre de travaux.

- Élargissement des indicateurs canadiens de la durabilité — Contrôle du capital naturel
Des clients fédéraux ont déterminé que la compréhension des pressions environnementales repose sur l'élaboration d'une approche intégrée à l'égard de la politique environnementale, économique et sociale. S'il existe actuellement de grands indicateurs qui intègrent des éléments environnementaux, économiques et sociaux pour mesurer les progrès réalisés en matière de développement durable, il

en existe peu. Des mesures exhaustives des richesses, qui comprennent le capital naturel, fournissent des indicateurs de la durabilité du fait qu'elles permettent de démontrer si la valeur du capital — qu'il s'agisse du capital naturel seulement ou encore du capital naturel et du capital produit mis ensemble — est maintenue ou non. Ce projet contribuera à assurer l'intégration entre l'environnement, l'économie et la société grâce à l'élargissement de la couverture des comptes satellites.

- Statistiques sur le recyclage des marchandises à base de ressources naturelles
Ce projet, mené de concert avec Ressources naturelles Canada, permettra de mesurer, du point de vue de l'offre, les déchets recueillis aux fins du recyclage au Canada. Cette nouvelle mesure sera le complément des enquêtes axées sur la demande qui sont actuellement effectuées par Ressources naturelles Canada. Mettant l'accent sur les métaux dans un premier temps, Statistique Canada établira un profil des entreprises actives dans le secteur, puis élaborera et mettra à l'essai une méthode de collecte des données. Ce projet sera mis en œuvre sur une période de trois ans.
- Répercussions horizontales du secteur des ressources naturelles au Canada
Une initiative à deux volets sera entreprise pour mesurer les répercussions globales des industries de ressources naturelles sur l'économie canadienne et l'économie mondiale ainsi que pour mettre au point un cadre permettant de mesurer les effets de l'innovation et de la productivité améliorée dans les industries de ressources naturelles, de même que les répercussions des mesures de protection de l'environnement.

Activités à l'appui des besoins en information liés à la cohésion sociale

- Enquête sociale générale (ESG)
L'ESG sera remaniée et élargie afin de recueillir des données à l'appui des initiatives de recherche, particulièrement dans les domaines de la cohésion sociale et du développement des ressources humaines. En l'an 2000, on se propose de tenir une enquête sur l'accès des citoyens à la technologie de l'information, laquelle comportera en outre des liens avec les renseignements concernant la société et l'économie fondés sur le savoir. Les plans provisoires prévoient des enquêtes sur *les familles, le soutien social et la prestation de soins*, ainsi que sur des questions liées *au vieillissement, au bénévolat, aux dons et à la participation*, de même qu'à *l'emploi du temps*, pour chacune des trois années subséquentes.
- Crimes haineux et autres questions liées à la diversité à l'intérieur du système de justice
Les crimes à caractère haineux et les inégalités perçues du point de vue du traitement de divers groupes par le système de justice peuvent entraîner la polarisation de la société en fonction de critères raciaux ou ethniques. Les crimes à caractère haineux font partie des domaines où il existe des lacunes importantes en matière d'information. Ce programme permettra de recueillir des données pour

appuyer l'élaboration d'une politique efficace en réponse aux répercussions sociales et économiques des activités à caractère haineux.

- Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada
Ce projet vise à étudier le processus grâce auquel les nouveaux immigrants s'adaptent ou s'intègrent à la société canadienne, y compris le déroulement des étapes du processus d'intégration, les facteurs qui influent sur l'intégration et les répercussions des divers services et politiques sur celle-ci. Les résultats de cette enquête permettront de déterminer les services qui sont les plus efficaces pour aider les nouveaux arrivants à s'établir au Canada, ainsi que la façon dont ces personnes utilisent les ressources qui sont mises à leur disposition.
- Étude de faisabilité pour une enquête sur les activités agricoles dans les réserves
L'étude de faisabilité vise à élaborer un cadre conceptuel pour la collecte de données sur les activités agricoles et sur l'autosuffisance des peuples autochtones qui dépendent des activités agricoles dans les réserves.
- Segment canadien des enquêtes sur les valeurs à l'échelle mondiale — 1999-2000
Ce projet vise à améliorer notre compréhension des changements qui touchent les valeurs en appuyant la participation canadienne à la prochaine ronde d'enquêtes sur les valeurs à l'échelle mondiale. Ces enquêtes sont l'outil le plus efficace pour assurer le suivi et la compréhension des changements qui touchent les valeurs et qui modifient profondément la famille, l'économie, nos institutions et l'ensemble de la société. L'objectif visé consiste à recueillir des données de base afin de déterminer la trajectoire et la dynamique des changements qui touchent les valeurs de façon à mieux comprendre les orientations politiques et les options acceptables à cet égard.

Activités à l'appui des besoins en information liés au développement des ressources humaines

- Enquêtes sur les transitions au postsecondaire
L'Enquête sur les transitions au postsecondaire permettra de recueillir des données pour mieux comprendre les facteurs qui touchent les transitions que doivent faire les jeunes Canadiens entre les études postsecondaires et le monde du travail, afin de permettre l'élaboration de politiques et de programmes destinés aux jeunes pour qu'ils réussissent ces transitions. Les résultats permettront aussi d'étudier les préoccupations au sujet de l'intégration sociale et du désengagement de la personne face à la société. L'enquête révélera s'il existe des lacunes majeures dans les premières étapes des études postsecondaires et si les jeunes qui abandonnent les études pourraient profiter d'autres cheminements dans le domaine de l'éducation. On a un besoin criant de renseignements sur les personnes qui quittent le pays après avoir obtenu leur diplôme afin d'en déterminer le nombre, de comprendre les facteurs qui interviennent et d'élaborer des politiques sur la question de l'exode des cerveaux — une préoccupation

grandissante sur le plan des politiques qui est liée à la compétitivité du Canada au sein de l'économie mondiale.

- Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie courante
Au fur et à mesure que la société et l'économie canadiennes évoluent vers un accent plus marqué sur le savoir, les Canadiens doivent relever un nouvel ensemble de défis du point de vue de la transition et de l'adaptation. L'Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie courante (EICUVC) vise à évaluer directement, par la voie de mesures cognitives, la performance d'adultes de 16 à 65 ans dans les domaines suivants : *compréhension de textes suivis*, *compréhension de textes schématiques*, *capacités de calcul* et *résolution de problèmes*. Les résultats de cette enquête permettront d'établir le profil des compétences de la population canadienne en âge de travailler de façon à pouvoir effectuer des comparaisons à l'échelle internationale. Le projet sera élaboré de concert avec l'OCDE, ce qui permettra la conception et l'étalonnage d'une série de tests génériques pour mesurer les compétences mentionnées précédemment.
- Changements touchant les cheminements de vie et l'emploi du temps
L'une des principales lacunes du point de vue de la recherche en matière de politiques au niveau fédéral déterminées par le Comité de recherche sur les politiques a trait aux cheminements de vie et aux modèles d'emploi du temps des Canadiens, à la façon dont ces modèles se modifient et aux répercussions qu'ont ces changements. On cherche à recueillir de l'information sur la façon dont les modèles d'emploi du temps des Canadiens selon leurs principales activités influent sur la production actuelle et future, la qualité des soins fournis aux enfants, la qualité de vie des particuliers et des familles ainsi que la force des collectivités locales. Cette composante vise principalement à produire des rapports d'analyse ainsi qu'une structure de logiciel, c'est-à-dire un ensemble systématique de liens statistiques calculés de façon empirique et une fonction de simulation.
- Enquête sur le vieillissement et l'autonomie
Du fait de l'augmentation de l'espérance de vie et de la diminution du taux de natalité, la population canadienne vieillit. Au Canada, comme dans de nombreux autres pays, les phénomènes du baby-boom et de l'effondrement de la natalité qui a suivi auront un effet inévitable de vieillissement sur la société canadienne. L'augmentation du nombre de personnes âgées qui est prévue après la première décennie du nouveau siècle est source de préoccupations en ce qui a trait aux effets sur les soins de santé, les pensions, la main-d'œuvre, etc. L'enquête permettra de jeter de la lumière sur les facteurs qui touchent la qualité de vie et l'autonomie des personnes âgées et de mieux comprendre des enjeux comme la santé, la situation sociale, la situation sur le marché du travail et la planification de la retraite. Les données tirées de cette enquête permettront de déterminer les grands enjeux qui touchent la qualité de vie et l'indépendance des personnes âgées, leur ampleur, les personnes qui sont touchées et la façon dont elles le sont.

Cette meilleure compréhension permettra aux administrations publiques de relever les défis en matière de politiques que pose ce phénomène.

- Enquête sur la sécurité financière

L'Enquête sur la sécurité financière permettra de recueillir des données sur la valeur nette des Canadiens, c'est-à-dire la valeur de leur actif moins leur passif.

Ce projet permettra de mieux comprendre :

- les types d'actif et de passif détenus par les particuliers et les familles au Canada;
- la façon dont la richesse est répartie au sein de la population canadienne;
- le profil des Canadiens qui détiennent divers types d'actif et de passif;
- les changements qui touchent l'actif et le passif au cours du cycle de vie;
- les capacités futures de consommation des Canadiens et leur vulnérabilité financière possible, particulièrement lorsque surviennent des événements imprévus, comme une réduction du revenu;
- la mesure dans laquelle l'actif actuel des personnes leur permettra de toucher un revenu à la retraite;
- le lien entre le revenu et la richesse;
- la portée du transfert d'actifs d'une génération à l'autre;
- les répercussions des prêts aux étudiants sur les étudiants et leurs familles.

- Système d'information amélioré sur l'éducation

Ce projet consiste à établir une base de données nationale comportant des dossiers scolaires d'élèves de tous les ordres d'enseignement, de la maternelle à l'enseignement postsecondaire, des établissements publics et privés. Ces renseignements permettront d'analyser la mobilité et le cheminement des élèves au fil des ans, d'un ordre d'enseignement à un autre, d'un établissement d'enseignement ou d'un secteur de compétence à un autre, ainsi que d'étudier de façon plus approfondie les facteurs liés aux résultats de l'éducation et aux résultats sur le marché du travail.

Activités à l'appui des besoins en information liés aux défis et aux possibilités à l'échelle mondiale

- Rapprochement et amélioration des données sur le commerce international de marchandises

Il existe deux facteurs qui touchent l'élaboration de la politique commerciale du Canada qui nécessitent une meilleure compréhension. Il s'agit des rapprochements avec les principaux partenaires commerciaux et des caractéristiques des exportateurs canadiens. Des données sur le commerce approuvées par toutes les parties concernées sont à la base des négociations commerciales. Ce projet consistera à procéder, avec les partenaires commerciaux principaux du Canada, au rapprochement des échanges commerciaux bilatéraux sur une base annuelle. Par ailleurs, on établira une population d'exportateurs que l'on tiendra à jour au fil des ans. Cela nous permettra d'analyser les

caractéristiques de nos exportateurs, c'est-à-dire, qui ils sont, ce qu'ils exportent et vers quel pays. Ces renseignements constituent une composante clé de contrôle et de mise au point des activités de promotion commerciale.

3. *Autres initiatives liées au secteur d'activité de la statistique économique et sociale*

• *Agriculture*

Les deux produits finaux du Recensement de l'agriculture de 1996 seront publiés en 1999. Le premier, qui verra le jour en février, porte sur certaines données socioéconomiques découlant du couplage agriculture-population de 1996. Le second, la publication *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*, doit paraître à l'automne de 1999.

Un questionnaire intégré pour le Recensement de l'agriculture de 2001 sera mis à l'essai auprès d'agriculteurs en mai 1999. Le contenu proposé sera soumis au Cabinet à l'automne de 1999. À l'été de 1999, une décision sera prise quant à l'utilisation d'un dispositif intelligent de reconnaissance des caractères pour la saisie des données comprises dans les questionnaires.

En 1998-1999, on a procédé au lancement réussi, dans le cadre du Programme d'analyse et de recherche de données rurales, d'un service consultatif sur les données rurales ainsi que d'une série de bulletins d'analyse au sujet des petites localités et des localités rurales au Canada. Le défi pour 1999-2000 consistera à maintenir le rythme de la première année. Le service consultatif sur les données rurales fournit des conseils aux utilisateurs sur la façon d'accéder aux données infraprovinciales de Statistique Canada. La série de bulletins d'analyse donne un aperçu des analyses des données rurales effectuées par l'organisme.

• *Enquêtes longitudinales*

Le programme des enquêtes longitudinales se poursuivra et portera particulièrement sur l'élaboration de produits et de services découlant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR), de l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP) et de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Même si l'ELNEJ a atteint les objectifs établis pour le programme dans le cadre de l'Initiative pour le développement de l'enfant du gouvernement fédéral, le contenu de l'enquête a été élargi pour répondre aux besoins relatifs à la mesure de la maturité scolaire. Ces besoins additionnels donneront lieu à une forte expansion de cette initiative parrainée et financée par Développement des ressources humaines Canada.

- **Enquête auprès des peuples autochtones**

En décembre 1997, la réponse du gouvernement au Rapport final de la Commission royale sur les peuples autochtones : Stratégie nationale pour les Autochtones a été approuvée. Le budget de février 1998 comprenait d'ailleurs des fonds supplémentaires pour ce projet. En tant que partenaire de cette initiative, Statistique Canada procédera à une enquête auprès des peuples autochtones et créera un programme de formation en statistiques à l'intention des Autochtones, à raison de 30 à 40 d'entre eux par année. Rassembler nos forces : le plan d'action du Canada pour les questions autochtones est une initiative qui a été approuvée pour une période de quatre ans, à savoir de 1998-1999 à 2001-2002.

- **Justice**

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) continuera de s'assurer que ses produits et activités répondent aux besoins en perpétuelle évolution de ses partenaires de l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique et du bassin plus large d'utilisateurs grâce à :

- des contacts réguliers avec les membres de l'Entreprise et les autres utilisateurs de données;
- la participation à des réunions de comités et d'organisations concernés par la justice (par exemple comités fédéraux-provinciaux-territoriaux, groupes de travail interministériels);
- l'examen et la révision prévus des opérations d'enquête, du contenu des données et des produits et services résultants.

On prévoit réaliser, à compter de 1999-2000, un examen et une révision du plan stratégique de l'Entreprise, et ce, tous les trois à cinq ans. Le processus de planification comprend une analyse de l'environnement en ce qui a trait aux exigences en matière de données, la confirmation du mandat, des objectifs et des priorités de l'Entreprise, et l'établissement de mesures de rendement pour évaluer jusqu'à quel point les objectifs sont atteints.

Étant donné que la mesure de la responsabilisation et des résultats fait l'objet, dans le contexte gouvernemental, d'une demande de plus en plus importante, les projets visant à accroître l'accessibilité de l'information et de l'analyse juridiques — comme la diffusion électronique et les indicateurs de la justice pénale — continueront d'être prioritaires.

Dans la mesure où leur financement est assuré, des projets spéciaux sont entrepris afin de répondre aux besoins émergents en matière de données et pour envisager des possibilités de collecte de nouvelles données. On s'attend à ce qu'au nombre des sujets suscitant un intérêt soutenu figurent la récidive, les avenues autres que l'incarcération, la justice pour la jeunesse et le maintien des programmes d'exécution de la loi.

Le travail du CCSJ à l'appui de l'Initiative fédérale de lutte contre la violence familiale sera axé sur l'analyse des données tirées de l'Enquête sociale générale de 1999, lesquelles devraient être disponibles au début de l'an 2000. Elles donneront un aperçu et une mise à jour des crimes non signalés, particulièrement de ceux liés à la violence familiale et à la violence envers les personnes âgées, ainsi que de la façon dont le public perçoit le système judiciaire.

B.2 Statistique du Recensement de la population

Dépenses prévues nettes — Recensement de la population

(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Dépenses brutes	58,1	51,3	108,5	197,3
Recettes nettes en vertu d'un crédit	15,2	15,5	13,3	13,3
Dépenses nettes	42,9	35,8	95,2	184,0

Objectifs

Ce secteur d'activité vise à fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps.

Description

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement de la population, qui est effectué tous les cinq ans. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire, ainsi que les projections démographiques, s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population sont nécessaires à l'établissement des limites des circonscriptions électorales, à la répartition des paiements de transferts fédéraux, ainsi qu'au transfert et à la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et d'autres organismes locaux des provinces.

Les chiffres de population permettent d'établir :

- *les limites des circonscriptions électorales*
- *les paiements de transfert*
- *la répartition des fonds municipaux*

La *Loi sur la statistique* exige qu'il y ait un recensement à tous les cinq ans. La Constitution ainsi que la *Loi sur la statistique* exigent la tenue d'un recensement décennal toutes les années se terminant par le chiffre 1, comme 2001. Il faut huit ans pour mener à terme un cycle complet d'activités pour le Recensement de la population, à partir de l'élaboration du contenu et des questionnaires jusqu'à la collecte, au traitement et à la diffusion des données. Par conséquent, les cycles des recensements et les ressources financières nécessaires se chevauchent, la fin d'un programme de recensement se produisant en même temps que l'élaboration du prochain recensement et les consultations préparatoires.

Le recensement exige des activités à la fois permanentes et cycliques. Parmi les activités permanentes, mentionnons le maintien d'une infrastructure essentielle servant à soutenir la recherche et le développement, à répondre aux demandes de renseignements, à mettre à jour des frontières géographiques, à entretenir les systèmes informatiques et à entreprendre les consultations nécessaires pour l'élaboration des options de contenu qui sont soumises au Cabinet. Les activités cycliques sont concentrées dans l'année où le recensement a lieu et dans les années précédant et suivant immédiatement cette année-là. Elles exigent l'embauche, la formation et la supervision d'une main-d'œuvre temporaire de quelque 50 000 personnes.

Facteurs externes influant sur le secteur d'activité

Le Recensement canadien de la population est la pierre angulaire d'un certain nombre d'enquêtes spécialisées qui tentent de saisir et d'illustrer les changements qui se produisent dans la société canadienne. Ces changements sont souvent le résultat de nouvelles tendances démographiques comme le vieillissement, les changements dans la structure familiale, l'immigration, l'évolution divergente du Canada urbain et rural, le taux de croissance élevé de la population autochtone et l'évolution des conditions économiques des familles.

Les pouvoirs publics et les groupes d'intérêt cherchent de plus en plus à évaluer les politiques et les programmes sociaux pour déterminer leur efficacité et leur effet sur des groupes de population particuliers. Comme les renseignements démographiques sont un élément essentiel de ce processus, ils doivent être de plus en plus variés et détaillés.

Par ailleurs, même si on a besoin de renseignements plus nombreux et meilleurs sur les particuliers et sur les familles, il faut également tenir compte de la protection des renseignements personnels et du contrôle du fardeau des répondants. Le Recensement de la population doit constamment rajuster ses méthodes de collecte et de traitement de l'information pour maintenir cet équilibre.

Principaux plans et stratégies

Recensement de 1996

Le programme des produits du Recensement de 1996 prendra fin au cours du prochain exercice financier. On continuera, sur demande, de fournir des données totalisées aux ministères fédéraux, aux provinces et aux entreprises privées. Des articles analytiques variés s'appuyant sur les données du recensement seront publiés.

Recensement de 2001

Les essais relatifs au Recensement de 2001 visent un certain nombre d'objectifs, y compris la mesure de l'efficacité des nouvelles questions ainsi que des nouvelles méthodes de travail et de collecte.

- Les résultats du Test du recensement national, effectué en octobre 1998, seront analysés en 1999.
- Les résultats de la consultation sur le contenu du questionnaire et des essais du questionnaire effectués en 1998-1999 serviront à déterminer les options relatives au contenu pour le Recensement de 2001. Ces options seront soumises au Cabinet, pour approbation, en 1999-2000.

Les préparatifs relatifs au recensement se poursuivront en 2000-2001. On dessinera et produira plus de 50 000 cartes à l'intention des recenseurs. Les questionnaires seront imprimés et les préparatifs entourant la collecte et le traitement des données du recensement seront bien amorcés. On procédera en outre à la définition des profils de secteurs de marché et à l'élaboration de la stratégie d'établissement des prix des produits et des services.

Le recrutement et la formation du personnel de collecte prendront fin à temps pour le jour du recensement, à savoir le 14 mai 2001. Les questionnaires seront d'abord distribués et récupérés, puis le traitement des données commencera. Les données du recensement seront diffusées au début de l'année suivante et au cours des trois années subséquentes.

C. Rapports consolidés

An 2000

Résoudre le problème de l'an 2000 constitue la priorité d'affaires de Statistique Canada. Pour résoudre les problèmes informatiques liés à la date que pose l'an 2000, l'organisme continue de travailler sur trois principaux fronts :

- il s'assure que ses systèmes sont correctement adaptés et mis à l'essai afin qu'il puisse continuer de fournir à ses clients l'information dont ils ont besoin, avant, pendant et après l'an 2000;
- il informe ses fournisseurs de données et ses partenaires du problème, et négocie des ententes qui garantiront que les échanges de données se poursuivront en l'an 2000;
- il réévalue l'état de préparation des entreprises canadiennes conformément aux recommandations du Groupe de travail de l'an 2000 du ministre Manley.

Sur le premier front, un programme de gestion exhaustif est en place et touche tous les aspects du travail de l'organisme. Les progrès réalisés jusqu'à maintenant laissent entrevoir que Statistique Canada devrait pouvoir maintenir son calendrier de traitement, de publication et de diffusion des données, avant, pendant et après l'an 2000.

L'organisme ne compte aucun système qui soit essentiel au rôle fondamental de l'administration publique dans son ensemble. Nous avons cependant déterminé comme essentiels au rôle fondamental de l'organisme les programmes qui permettent la production d'indicateurs socioéconomiques clés à jour (par exemple l'Indice des prix à la consommation, l'Enquête sur la population active, le produit intérieur brut, le commerce international, le Système de comptabilité nationale et les principaux systèmes qui l'alimentent), ainsi que les systèmes liés à la paye et aux transactions financières. La date cible de conversion et de mise à l'essai des applications essentielles au rôle fondamental de l'organisme a été fixée à la fin de décembre 1998. Étant donné l'interdépendance qui existe entre plusieurs de ces applications et l'ordonnancement des essais, les essais définitifs d'un petit nombre d'applications ne seront pas terminés avant le premier trimestre de 1999. D'autres applications ont comme date cible de conversion le milieu de 1999 et comme date de mise à l'essai la fin de 1999. Toutefois, dans nombre de cas, il s'est révélé plus pratique de convertir et parfois même de mettre à l'essai ces applications dès maintenant. Dans une évaluation des ministères effectuée en juillet par le Secrétariat du Conseil du Trésor, Statistique Canada figure aux premiers rangs pour les progrès réalisés parmi les ministères et organismes dont les systèmes ne sont pas essentiels au rôle fondamental de l'administration publique fédérale dans son ensemble. En date de janvier 1999, l'indice global d'achèvement pour Statistique Canada figurant sur la fiche de rendement émise par le Bureau du Projet de l'an 2000 du Conseil du Trésor se chiffrait à 92 %.

Sur le deuxième front, nous poursuivons les discussions concernant le niveau de préparation avec d'autres ministères de tous les échelons, desquels nous dépendons pour

une gamme variée de données d'entrée. Un plan de communications est en place pour informer nos entreprises répondantes du problème, et des négociations sont en cours avec des fournisseurs clés de données relativement à la fourniture ininterrompue de données précises et fiables. Statistique Canada procédera à des activités de sensibilisation au bogue du millénaire, particulièrement auprès des répondants des enquêtes-entreprises, en imprimant un message sur tous les articles de correspondance externe entre janvier et mars 1999. Le message guidera les lecteurs vers une composante du site Web de Statistique Canada ou leur soumettra un numéro de téléphone leur permettant d'obtenir plus de renseignements. On estime à 500 000 le nombre d'objets de correspondance qui porteront ce message. Des encarts spéciaux accompagnant certains envois viendront compléter la campagne. En dépit de ces efforts, l'organisme élabore tout de même des plans d'urgence au cas où l'accès aux sources de données viendrait à être interrompu. Cela constitue une priorité de gestion de premier ordre pour Statistique Canada.

Sur le dernier front, Statistique Canada a publié, en décembre 1997 et en juillet 1998, les résultats de la première et de la deuxième Enquête sur l'état de préparation des entreprises canadiennes en prévision de l'an 2000. Comme le recommandait le Groupe de travail de l'an 2000, Statistique Canada procédera à une troisième enquête nationale, dont les résultats seront diffusés au début de 1999.

PARTIE IV : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Tableau 1

Industrie

Autorisations de dépenses — Sommaire du portefeuille, Partie II du Budget des dépenses

Crédit (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 1999-2000	Budget principal des dépenses 1998-1999
Statistique Canada		
110 Dépenses du Programme	258 533	263 842
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 596	52 062
Total de l'organisme	309 129	315 904

Tableau 2

Statistique Canada

Ressources par organisation et par secteur d'activité pour 1999-2000
(en millions de dollars)

Secteur d'activité	<div style="text-align: center; border: 1px solid black; padding: 2px;">Ministre de l'Industrie</div> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; padding: 2px;">Statisticien en chef</div>						Sous-total	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Total
	SCA* Statistique sociale, des institutions et du travail	SCA Statistique du commerce et des entreprises	SCA Études analytiques et comptes nationaux	SCA Communications et opérations	SCA Informatique et méthodologie	SCA Services de gestion			
Statistique économique et sociale	42,8	66,6	27,9	65,6	49,4	81,2	333,5	58,5	275,0
Statistique du Recensement de la population	19,5	0,0	0,0	9,6	17,0	5,2	51,3	15,5	35,8
Dépenses totales prévues	62,3	66,6	27,9	75,2	66,4	86,4	384,8	74,0	310,8

* SCA - Statisticien en chef adjoint

Tableau 2.1

Statistique Canada

Équivalents temps plein (ETP) prévus par secteur d'activité

	Prévision des ETP 1998-1999	ETP prévus 1999-2000	ETP prévus 2000-2001	ETP prévus 2001-2002
Statistique économique et sociale	4 275	4 313	4 336	4 399
Statistique du Recensement de la population	708	660	1 020	1 303
Total pour l'organisme	4 983	4 973	5 356	5 702

Tableau 3

Résumé des articles courants de dépenses de l'organisme

(en millions de dollars)	Prévision des dépenses 1998-1999	Dépenses prévues 1999-2000	Dépenses prévues 2000-2001	Dépenses prévues 2001-2002
PERSONNEL				
Traitements et salaires	244,4	234,5	251,8	263,7
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55,9	50,8	54,2	56,6
Recenseurs et intervieweurs	21,8	19,4	19,4	19,4
	322,1	304,7	325,4	339,7
BIENS ET SERVICES				
Transport et communications	18,1	15,4	18,1	19,5
Information	7,3	4,5	11,0	9,3
Services professionnels et spéciaux	28,4	20,5	33,7	121,7
Locations	11,0	8,6	14,8	16,3
Achats de services de réparation et d'entretien	4,0	4,8	3,9	3,8
Services publics, fournitures et approvisionnements	24,1	21,4	28,3	29,7
Dépenses en capital secondaires	5,3	4,9	8,2	5,0
	98,2	80,1	118,0	205,3
TOTAL DU PROGRAMME	420,3	384,8	443,4	545,0
MOINS :				
Recettes à valoir sur le crédit	74,0	74,0	69,2	69,2
TOTAL	346,3	310,8	374,2	475,8

Tableau 4

Statistique Canada

Ressources du Programme par secteur d'activité pour l'exercice du Budget des dépenses

(en millions de dollars)					
Secteur d'activité	ETP	Fonctionnement ¹	Dépenses brutes prévues	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Dépenses nettes prévues
Statistique économique et sociale	4 313	333,5	333,5	58,5	275,0
Statistique du Recensement de la population	660	51,3	51,3	15,5	35,8
Total	4 973	384,8	384,8	74,0	310,8

1. Inclut les cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Tableau 5**Statistique Canada****Recettes par secteur d'activité**

Recettes à valoir sur le crédit (en millions de dollars)	Prévisions des recettes 1998-1999	Recettes prévues 1999-2000	Recettes prévues 2000-2001	Recettes prévues 2001-2002
Statistique économique et sociale	58,8	58,5	55,9	55,9
Statistique du Recensement de la population	15,2	15,5	13,3	13,3
Total des recettes à valoir sur le crédit	74,0	74,0	69,2	69,2

Recettes portées au Trésor (en millions de dollars)	Prévisions des recettes 1998-1999	Recettes prévues 1999-2000	Recettes prévues 2000-2001	Recettes prévues 2001-2002
Statistique économique et sociale				
Services statistiques spéciaux	1,0	0,8	0,8	0,8
Total des recettes portées au Trésor	1,0	0,8	0,8	0,8
Total des recettes	75,0	74,8	70,0	70,0

Tableau 6

Statistique Canada

Coût net du Programme pour l'exercice du Budget des dépenses

(en millions de dollars)	Dépenses prévues 1999-2000
Dépenses brutes prévues	384,8
Plus : Services reçus gratuitement	
• Installations fournies par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)	21,2
• Cotisations visant la part des employés des primes d'assurance et les coûts payés par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT)	14,0
• Contributions au régime d'invalidité des employés fournies par Développement des ressources humaines Canada	0,3
• Traitements et coûts connexes liés aux services juridiques fournis par Justice Canada	0,1
	35,6
Coût total	420,4
Moins :	
Recettes à valoir sur le crédit	74,0
Recettes à porter au Trésor	0,8
	74,8
Coût net estimatif du Programme en 1999-2000	345,6

ANNEXE

Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données précises :

Loi canadienne sur les prêts aux étudiants

Loi constitutionnelle

Loi de l'impôt sur le revenu

Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

Loi de 1980 remaniant la législation bancaire

Loi électorale du Canada

Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés

Loi sur l'équité en matière d'emploi

Loi sur la concurrence

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales

Loi sur la sécurité de la vieillesse

Loi sur la taxe d'accise

Loi sur le Conseil des Arts du Canada

Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer

Loi sur le Parlement du Canada

Loi sur les allocations spéciales pour enfants

Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats

Loi sur les juges

Loi sur les langues officielles

Loi sur les pensions

Loi sur les prestations de retraite supplémentaires

Loi sur les subventions aux municipalités

Loi sur les traitements

Régime de pensions du Canada